

Déclaration de André Bettencourt sur les résultats du référendum norvégien (26 septembre 1972)

Légende: Le 26 septembre 1972, André Bettencourt, ministre délégué auprès du ministre français des Affaires étrangères, commente les résultats négatifs du référendum norvégien et lance un appel pour la relance de la construction européenne.

Source: La politique étrangère de la France. Textes et documents. dir. de publ. Ministère des Affaires étrangères. 2e semestre 1972. Paris: La Documentation Française.

Copyright: (c) La Documentation française

URL:

http://www.cvce.eu/obj/declaration_de_andre_bettencourt_sur_les_resultats_du_referendum_norvegien_26_septembre_1972-fr-a2945743-cf1e-49aa-abf5-36ac0f0d8bc2.html

Date de dernière mise à jour: 24/10/2012

Déclaration de André Bettencourt sur les résultats du référendum norvégien (26 septembre 1972)

Le vote qui vient d'intervenir en Norvège a été pour nous une surprise, pas une surprise totale il est vrai, puisqu'au cours de ces dernières semaines, nous avons été tenus informés des difficultés qui se faisaient jour, et des divisions qui se manifestaient dans l'opinion publique de Norvège. Néanmoins, on prend toujours volontiers ses désirs pour des réalités. Nous pensions qu'il s'en faudrait de peu, mais nous espérions que la balance pencherait favorablement. Ce matin, nous avons compté un instant sur l'intervention du Parlement norvégien. Le gouvernement norvégien, devant un vote qui lui a paru très net, y a renoncé. Nous n'avons pas à discuter cette position, nous la comprenons, mais en vérité, nous ne pouvons pas marquer une vraie surprise.

L'Europe se fait. Tout est changé par rapport à l'après-guerre; de considérables progrès ont été accomplis. La France y a pris sa part. Regardez cependant comme tout est: toujours plus compliqué et plus imprévisible qu'on ne le pense. Dans le référendum français pour l'entrée de l'Angleterre et des autres pays, nous avons obtenu un vote favorable, mais beaucoup moins favorable que nous ne l'escomptions. Autre exemple: en Angleterre, si le gouvernement britannique n'avait pas été aussi résolu, nous aurions peut-être vu surgir de nouvelles difficultés.

Nous avons souvent mis en garde contre des actions trop rapides qui ne seraient ni comprises ni admises. Ce nouveau vote prouve que nous mesurons plus exactement les difficultés et que la prudence qui s'impose exige plus de persévérance et de volonté.

C'est dans cet esprit que le président de la République a souhaité la conférence au « sommet ». Il ne s'agit pas de s'attrister plus qu'il ne convient sur le retard mis à régler des problèmes fondamentaux. Il faut enregistrer tout ce qui est acquis et c'est déjà fort important. Il faut profiter de cette rencontre des chefs d'Etat et de gouvernement pour donner un nouvel élan à cette Europe, dont nous savons bien qu'elle ne va pas avoir tout de suite ses vraies dimensions.